

DOSSIER

SOCIOLOGIE
DES JOURNALISTES

JOURNALISTES ET INTELLECTUELS :

Une nouvelle configuration culturelle ?

Rémy RIEFFEL

La fascination éprouvée, tout au long de ce siècle, par les journalistes à l'égard des clercs et, dans une certaine mesure, par les intellectuels à l'égard des journalistes, justifierait à elle seule, s'il en était besoin, le bien-fondé d'une étude des rapports d'influence réciproque entre les "gens de presse" et les "professionnels de l'intelligence". Sans le soutien de la presse, et plus particulièrement de certains journaux tel que l'Aurore par exemple, les défenseurs du capitaine Dreyfus n'auraient probablement pas rencontré un tel écho dans l'opinion au tournant de ce siècle (1). Inversement, de manière plus récente, sans l'appui de quelques écrivains (André Malraux, Albert Camus, François Mauriac, etc.) ou de quelques philosophes (Maurice Clavel, Jean-Paul Sartre, Michel Foucault, etc.) qui s'investirent dans la pratique du journalisme, certains grands titres de la presse écrite n'auraient guère bénéficié de ce surcroît de notoriété qui fut le leur à différents moments de leur histoire. L'interpénétration des deux milieux, contrairement à une idée aujourd'hui un peu trop répandue, n'a donc rien d'original en soi. Ce que l'on peut appeler la médiatisation des clercs d'un côté et l'intellectualisation des journalistes de l'autre, ne sont que l'avert et le revers de la même médaille c'est-à-dire l'illustration d'une

histoire déjà mouvementée entre les deux milieux

La raison essentielle qui explique cette étude réside en fait ailleurs. De nombreux observateurs de la chose dite culturelle ont, depuis une décennie environ, diagnostiqué une sorte de prise de pouvoir des journalistes (et des médias) dans la sphère de la discussion publique et ce, au détriment des intellectuels dépossédés de leur prestige d'autrefois. Ce constat, maintes fois proposé, demande cependant à être davantage argumenté qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Car, au-delà des polémiques stériles ou des indignations régulières de certains clercs, se dessinent en filigrane non seulement un nouveau rapport de forces, mais aussi une crise d'identité des deux milieux indéniablement exacerbée depuis une quinzaine d'années en France par l'amplification des phénomènes de médiatisation et par l'ébranlement des frontières entre les deux camps. L'identité sociale des journalistes aussi bien que des intellectuels est en effet aujourd'hui fortement remise en cause ou, pour mieux dire, les tentatives de professionnalisation des journalistes tout comme les efforts d'auto-institution des clercs sont plus que jamais soumis aux aléas de la conjoncture et donc voués au règne de l'incertitude. A l'image de Sisyphe condamné à pousser indéfiniment son rocher, les journalistes essaient vainement de se définir comme une profession à part entière et les intellectuels de redorer leur blason passablement terni depuis l'effondrement de la figure messianique du clerc.

On se propose donc ici de répertorier les modifications intervenues dans les stratégies de positionnement des uns et des autres dans le cadre d'une périodisation bien délimitée : celle qui couvre les débuts de la V^e République jusqu'à nos jours (1958-1991). Pour ce faire, on tentera de repérer les lieux et les milieux qui ont fait l'objet d'une véritable restructuration, puis d'évaluer les effets de ces changements sur le milieu culturel en général. Inutile de préciser que seules les grandes lignes

(1) ORY, SIRINELLI, 1986

d'une telle analyse pourront être suggérées dans ce bref article

ESQUISSE D'UNE DÉFINITION

Configuration médiatique et configuration intellectuelle.

Rendre compte des changements survenus ces trois dernières décennies dans les interactions entre journalistes et intellectuels suppose l'adoption d'une grille d'analyse transversale et nécessite l'utilisation de concepts dont la validité a déjà été éprouvée ailleurs. Dans la panoplie du parfait sociologue, les élaborations théoriques présentées par Norbert Elias tiennent, semble-t-il, une place de premier rang pour analyser l'évolution d'un système culturel. Ses travaux sur la logique de prestige à l'œuvre dans la société de cour de Louis XIV (2), ainsi que son approche sociologique en termes de configuration sociale (3), permettent en effet de mieux comprendre les mécanismes de régulation d'une société donnée et de mieux percevoir les tendances lourdes qui s'en dégagent sur la longue durée. Rappelons qu'une configuration, telle que l'entend Norbert Elias, est un système social, de taille variable, où les individus sont liés les uns aux autres par un ensemble de dépendances réciproques, selon un équilibre de tensions plus ou moins stable. En d'autres termes, il s'agit d'un champ particulier où chaque action individuelle dépend d'une série d'autres et où chacune d'entre elles modifie en même temps la figure du jeu social (à l'image d'un jeu d'échecs où le déplacement d'un seul pion influe sur la stratégie adoptée par l'adversaire). Cette perspective méthodologique a le grand mérite, face à une situation donnée, de penser la liberté de chaque individu comme inscrite dans une chaîne d'interdépendances qui le lie à autrui et d'appréhender en détail les interactions

entre le comportement de l'acteur et le déterminisme des structures

Si l'on assimile à présent le milieu journalistique tout comme le milieu intellectuel à une configuration, on est conduit à mettre l'accent sur deux facteurs fondamentaux. Premièrement, la "configuration médiatique" et la "configuration intellectuelle" forment toutes deux une réalité non figée qui évolue en fonction des prises de position et des comportements réciproques au sein de ce qui sera désigné ici comme la "configuration culturelle". Celle-ci est soumise à des réaménagements institutionnels (essor, par exemple, après 1981, des chaînes de TV privées) ou structurels (délégitimation, autour de 1968, de l'université) qui rejaillissent sur les stratégies des clercs et des journalistes. Deuxièmement, elle constitue un vaste champ social dans lequel le statut des différents acteurs dépend prioritairement de la représentation qu'ils donnent d'eux-mêmes. Or, comme nous allons le voir, la légitimité de l'intellectuel repose pour partie sur le crédit qu'autrui lui accorde et celle du journaliste est tributaire du statut aujourd'hui octroyé aux "communicateurs". C'est en vertu de cette logique de concurrence par la reconnaissance qu'il paraît possible de saisir les voies d'accès à la sphère de la discussion publique et, par la même occasion, les facteurs qui ont pesé sur la définition sociale récente des différents acteurs.

Un problème d'identité et de reconnaissance sociale.

Les journalistes et les intellectuels ont en commun d'avoir éprouvé quelques difficultés à se faire reconnaître, les premiers en tant que membres d'une profession à part entière, les seconds en tant que groupe social clairement défini. Le travail de légitimation exercé par les gens de presse depuis l'aube du XX^e siècle n'a d'égal que les efforts d'auto-institutionnalisation déployés par les clercs depuis près d'un siècle.

(2) ELIAS, 1985

(3) Voir notamment son livre "Qu'est-ce que la sociologie ?" récemment réédité aux Editions de l'Aube, 1991

– Les journalistes, on l’a dit, ne sont pas encore parvenus à se positionner dans notre société en évitant toute ambiguïté. Le professionnalisme dont ils se réclament par exemple, semble loin de répondre à la définition de cette notion proposée par Alain Touraine, selon lequel elle renvoie à la capacité à se définir en dehors des liens avec les détenteurs du pouvoir et en dehors des rôles et des objectifs assignés par l’organisation dans laquelle les individus travaillent (4). Par ailleurs, l’approche fonctionnaliste des professions a montré que contrôle des pairs, expertise et autonomie constituent traditionnellement les critères mis en avant pour parler d’une profession (5) tel n’est pas le cas pour le milieu journalistique qui ne possède pas ces trois attributs à part entière. On sait, en outre, depuis les travaux réalisés par Luc Boltanski sur les cadres ou Jean-Michel Chapoulie sur les enseignants, que cette approche s’avère aujourd’hui insuffisante puisqu’il convient également d’étudier les conditions sociales de monopolisation d’un savoir et les conséquences que ce dernier implique sur l’apparition d’un corps de spécialistes (6). Autrement dit, d’analyser la variété des situations du marché des services produits (les journalistes produisent de l’information sur un marché de plus en plus concurrentiel), des relations avec les clients (les annonceurs en amont, le public en aval), la forme d’organisation des activités (combinaison du salariat et d’une certaine forme d’indépendance), les formes de contrôle de l’activité (éthique professionnelle, rôle joué par la Commission de la Carte d’Identité des Journalistes

Professionnels) (7) et les modalités de l’action collective pour se faire reconnaître par l’opinion.

Or, l’hétérogénéité des formations, la multiplicité des pratiques, l’ambiguïté des représentations qu’ils donnent d’eux-mêmes, l’aspect non contraignant de leur déontologie, le faible contrôle exercé par les pairs, sont autant d’éléments qui plaident en faveur d’une identité floue du milieu journalistique. Ses représentants les plus autorisés semblent, à l’heure actuelle, ceux dont la visibilité médiatique est la plus forte, c’est-à-dire les journalistes de la télévision et plus particulièrement les quelques vedettes du petit écran qui éclipsent la grande masse des “soutiers” de l’information. L’une des conséquences majeures d’une telle situation saute immédiatement aux yeux : l’indistinction relative de la profession entraîne invariablement une crise d’identité qui se trouve aujourd’hui accentuée par la concurrence des professionnels de la communication.

– Les intellectuels, de leur côté, ne sauraient être assignés à un groupe social bien défini. Ils sont, par essence, dans une position médiane entre expertise et prophétisme. Le système de concurrence par la reconnaissance repose chez eux sur deux facteurs : la représentation qu’ils donnent d’eux-mêmes et donc l’image qu’ils cherchent à promouvoir (auto-proclamation et auto-institution), le crédit qu’autrui leur accorde (délégation de l’autorité). La légitimité du clerc est tributaire, pour reprendre la formule de Pierre Nora, de la réponse à la question “Qui t’a fait roi ? L’opinion, le suffrage

(4) A. TOURAINE, 1973, p. 101 ainsi que p. 307 et suivantes.

(5) Selon J.M. CHAPOULIE, “Sur l’analyse sociologique des groupes professionnels”, *Revue Française de Sociologie*, n°1, janvier/mars 1973, vol. XIV, p. 86 à 114. Le type idéal des professions répond la plupart du temps aux propriétés suivantes : une compétence techniquement et scientifiquement fondée, une formation délivrée dans des établissements spécialisés, un contrôle technique et éthique effectué par les pairs et reconnu légalement, un partage d’intérêts spécifiques.

(6) BOLTANSKI, 1983, 1987.

(7) Pour un développement plus approfondi des tentatives de reconnaissance mises en œuvre par les journalistes depuis près d’un siècle, on lira, dans ce même numéro, l’article de D. RUELLAN, “Le professionnalisme du flou”. Le livre de C. DUBAR, *La Socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, A. Colin, 1991, ouvre, quant à lui, d’intéressantes perspectives sur les liens entre profession, organisation et marché du travail.

des lecteurs, le public ?” (8) Les conditions d'accès à la sphère de la discussion publique, en ce qui les concerne, dépendent donc des formes de visibilité et des modes d'intervention (pétitions, filières et réseaux d'influence, etc.) utilisés. Les querelles sur la définition même de la notion d'intellectuel sont la preuve tangible de l'incertitude statutaire dans laquelle ils se trouvent depuis l'apparition du terme lui-même en 1898. Si l'on reprend la terminologie de Raymond Aron qui se proposait de définir l'intellectuel au moyen d'une double échelle de polarité – la polarité efficacité/culture d'une part, la polarité imitation/création d'autre part (9), on aboutit à l'existence d'un espace indéfini qui aurait “pour centre les créateurs et, pour frontière, la zone mal définie où les vulgarisateurs cessent de traduire et commencent de trahir” (10).

Tout comme pour les journalistes, l'indistinction sociale du milieu intellectuel conduit à mettre en exergue le problème de leur identité. L'évolution récente du paysage médiatique a redoublé l'intensité de cette interrogation : comment maintenir son image et son crédit lorsque les journalistes tiennent désormais le haut du pavé et interviennent dans le calendrier des sujets à l'ordre du jour ? Car, faut-il le rappeler, l'intellectuel en France, se caractérise avant tout par sa fonction d'interpellation, son rapport au politique (11). Or, depuis quelque temps, ceux qui semblent disposer d'une compétence particulière en matière de création et de culture et qui s'autorisent de cette compétence pour intervenir dans le débat public sur des problèmes d'intérêt général, ne se réduisent

plus aux écrivains, savants, artistes, universitaires, mais comptent de plus en plus dans leurs rangs des journalistes et des vedettes du show-business.

LA CONFIGURATION MÉDIATIQUE · CHANGEMENT D'ÉPOQUE ?

Après avoir posé les jalons d'une définition problématique des deux milieux, essayons à présent de déterminer plus concrètement les inflexions du changement intervenu depuis trois décennies dans chacune des deux configurations.

Le contexte

La configuration médiatique, bien que soumise à quelques soubresauts, évolue jusque vers les années 60 selon un rythme relativement lent. L'accroissement des effectifs des journalistes reste raisonnable, les représentants de la presse écrite demeurent des modèles en matière de “carrière” journalistique (12), les revendications corporatistes semblent confinées dans l'espace clos des luttes syndicales traditionnelles. Le développement, durant la première moitié de la décennie 60, du parc des téléviseurs, ne bouleverse pas fondamentalement la donne : le pouvoir en place sous le Général De Gaulle surveille efficacement le travail des journalistes du petit écran et dans une moindre mesure, de la radio. Mais les premiers tiraillements se font néanmoins sentir dès cette époque (13). L'essor des sociétés de

(8) NORA, 1989.

(9) ARON, 1968. Plus on s'approche de l'axe culture/création et plus on s'éloigne de l'axe efficacité/imitation plus on a des chances d'être classé comme intellectuel.

(10) ARON, *ibidem*, p. 285.

(11) Il est selon P. ORY “un homme du culturel mis en situation d'homme du politique” in *Dernières questions aux intellectuels* (Ony, 1990). Des études sociologiques récentes apportent un éclairage supplémentaire, en particulier celle de A. W. GOULDNER, *The future of intellectuals and the rise of the New Class*, London, The Macmillan Press, 1979 – et celle de Ph. SCHLESINGER, “In search of the intellectuals – some comments on recent theory” in *Media, Culture and Society, A critical reader*, edited by R. COLLINS & alii, London, Sage 1986.

(12) Voir ce qu'en dit A. J. TUDESQ, 1991 : “La supériorité de la presse écrite non seulement n'était pas discutée il y a trente ans, mais encore seuls ceux qui écrivaient ou avaient écrit dans les journaux étaient considérés comme journalistes”, p. 138.

(13) BOURDON, 1990.

rédacteurs dans la presse écrite vers la fin de la décennie, crée une dynamique nouvelle dans les stratégies de positionnement des journalistes qui affirment leur droit à contrôler les grandes orientations de l'entreprise qui les emploie (14)

Après les événements de Mai 68, la configuration est en proie à des transformations plus profondes. On ne contera pas ici par le menu les péripéties de cette (déjà) longue histoire, mais on se bornera à quelques rappels qui permettent de remettre en perspective un certain nombre de faits majeurs. Au plan législatif, les différentes lois sur l'audiovisuel (1974, 1982, 1986) ont eu pour conséquence de modifier le paysage médiatique. La fin du monopole, l'autorisation des chaînes de télévision privées, des radios "libres", la création d'une autorité de tutelle (Haute Autorité, CNCL, CSA) (15) ont provoqué une modification des pratiques journalistiques et peu à peu distendu les liens entre les journalistes et le Pouvoir. Au plan économique, l'apparition des chaînes de TV privées a exacerbé la concurrence et favorisé les sanctions par les lois du marché : course à l'audience, vedettariat médiatique, etc. Les mouvements de concentration qui ont affecté la presse écrite, la mainmise de groupes multimédias sur l'information, l'internationalisation des systèmes de communication (16), ont quelque peu déstabilisé les parcours des journalistes, de plus en plus soumis aux lois de l'offre et de la demande. Un signe qui ne trompe pas : la priorité désormais accordée au journalisme de télévision dans l'échelle d'excellence et la pratique du journalisme multimédias comme critère de visibilité. Au plan technologique enfin, l'informatisation des rédactions, l'utilisation de nouveaux outils de diffusion

(câble, satellite), ont certes accéléré la circulation de l'information, mais aussi conduit à une victoire de l'instantané et de l'éphémère au détriment de l'esprit critique (17)

L'éclatement du milieu interne

Dans ce nouveau contexte, les journalistes ont subi les contrecoups des secousses enregistrées depuis quelques années. On ne retiendra, pour notre propos, que deux phénomènes essentiels, quitte à laisser volontairement dans l'ombre d'autres aspects du problème. D'abord, la restructuration de la population journalistique elle-même, ensuite la crise d'identité dorénavant criante qui, toutes deux, affectent les liens que les journalistes entretiennent avec les intellectuels.

Une rapide description sociographique, établie en 1990 (18), éclaire sous un autre angle les mutations subies par le milieu. Alors qu'en 1983, les journalistes étaient au nombre de 18 000, ils étaient 26 000 en 1990, soit une augmentation de près de 44 % en l'espace de sept ans. Cet accroissement se double d'une féminisation régulière de la profession (24,4 % en 1980, 33,2 % en 1990) et d'un indéniable rajeunissement (les 26-45 ans représentent aujourd'hui 68,8 % des journalistes). La nouvelle génération qui pratique ce métier depuis quelques années apparaît très diplômée, et même surdiplômée (85 % des 26-30 ans ont un niveau d'études supérieures). Ne peut-on y voir un indice de l'assurance avec laquelle certains journalistes se posent comme interlocuteurs privilégiés, voire comme substituts des clercs ? En tout état de cause, près de 57 % des journalistes français sont, à

(14) MARTIN, 1991, p 233 à 245

(15) DERIEUX, 1991

(16) Sur tous ces points, COSTE, LE DIBERDER, 1988 et FLICHY, 1991

(17) La littérature publiée, ces derniers mois sur ce sujet, est trop abondante pour qu'on la recense ici. Elle témoigne, en tout cas, d'une prise de conscience récente des effets pervers du progrès technologique en matière d'information.

(18) Voir l'enquête que nous avons réalisé sous l'égide de l'Institut Français de Presse à la demande de la Commission de la Carte d'Identité des Journalistes Professionnels et du SJTI. Les journalistes français en 1990 : radioscopie d'une profession, Paris, La Documentation Française, 1992

l'heure actuelle, possesseurs d'un diplôme d'études supérieures, et 18 % de deux diplômes contrairement à certains clichés trop facilement répandus, il faut donc souligner, selon la formule consacrée, que le niveau monte

La perception que le milieu donne de lui-même est également révélatrice des nouveaux enjeux et de la crise d'identité qui l'affecte. La majorité des gens de presse éprouve le sentiment d'évoluer dans un milieu concurrentiel qui les oblige à procéder sans arrêt à une quête de l'exclusivité sur un marché hautement compétitif (19). Elle a également conscience d'évoluer dans un milieu peu homogène c'est-à-dire extrêmement diversifié dans ses pratiques (on y exerce des métiers différents selon le support, la spécialisation, la fonction, etc.) et ses valeurs (le fossé se creuse entre les vedettes du petit écran et les autres). De nouvelles appréhensions se font jour : une certaine routinisation des tâches, une excessive surenchère de l'image qui entraîne à la fois surinformation et superficialité. Le milieu professionnel semble désorienté et s'efforce tant bien que mal de retrouver ses marques.

L'éclatement des représentations se lit encore plus nettement dans la concurrence exercée par les autres métiers de la communication qui estompe davantage les frontières, déjà perméables, de la configuration. Le succès des journalistes-animateurs (avec le clivage entre détenteurs et non-détenteurs de la Carte professionnelle (20)) briguant une sorte de magistère médiatique, des journalistes d'entreprise, des publicitaires et consultants, des directeurs de la communication, suscite une confusion des tâches préjudiciable à l'identification de l'acti-

tivité journalistique. Cette imprécision sur la nature exacte de leur statut confère à la configuration une image de nébuleuse dans laquelle le journalisme n'est plus qu'une variante de la communication (21). Beaucoup de journalistes se déclarent d'ailleurs prêts, en cas de coup dur (chômage par exemple) à sauter le pas et à devenir spécialistes de la communication d'entreprise ou des collectivités locales bien que leurs jugements sur ces métiers demeurent ambigus. Quoi qu'il en soit, les stratégies de ces "nouveaux professionnels" contraignent les journalistes à redéfinir leur spécificité aux yeux de l'opinion, sous peine d'être englobés dans un ensemble encore plus vague.

Les repères s'avèrent flous aussi bien à l'intérieur de la configuration médiatique (absence d'homogénéité, vedettes non représentatives, dérapages dans la pratique de l'information, etc.), que vis-à-vis de l'extérieur (faible perception des enjeux du marché européen de 1993, concurrence des métiers de la communication, etc.). On ne s'étonnera donc pas de voir surévaluée la légitimité externe dans leur mode de positionnement : le critère de notoriété l'emporte sur celui de compétence dans de nombreux cas de figure. C'est la raison pour laquelle, face au silence apparent des clercs, de plus en plus de journalistes se sentent autorisés à intervenir dans le débat public, en outrepassant ainsi le strict cadre de leur secteur d'activité. L'un des enjeux majeurs, dans les années à venir, tournera sans nul doute autour de la lutte pour la définition légitime de la profession d'autant qu'entre la représentation officielle qu'ils tentent de forger et les pratiques effectives,

(18) Voir l'enquête que nous avons réalisé sous l'égide de l'Institut Français de Presse à la demande de la Commission de la Carte d'Identité des Journalistes Professionnels et du SJTI : Les journalistes français en 1990 radioscopie d'une profession, Paris, La Documentation Française, 1992.

(19) Selon les résultats d'une enquête qualitative auprès d'un échantillon représentatif, dans le cadre de la même étude.

(20) CHALVON-DEMERSAY et PASQUIER, 1990.

(21) C'est aussi le sentiment de J.C. GUILLEBAUD, "Crise des médias ou crise de la démocratie", Le Débat, n°66, septembre/octobre 1991, p 63 à 74.

il y a comme une légère discordance

LA CONFIGURATION INTELLECTUELLE : CHANGEMENT DE PARADIGME ?

Le contexte

On retrouve, formulée d'une manière différente, les mêmes interrogations lorsqu'on aborde aux rives de la cléricature. Jusqu'à l'orée des années 60, celle-ci peut être assez aisément dépeinte : délégitimation de la culture de droite, domination du marxisme et de sa vulgate, succès de la notion sartrienne d'engagement. La configuration repose sur un équilibre assez stable : les instances de reconnaissance les plus éclatantes ont alors pour nom quelques revues intellectuelles (Les Temps Modernes, Esprit (22), quelques colloques ou meetings (Rencontres de Royaumont, Semaines des Intellectuels Catholiques Français, etc.) et les modes d'affiliation les plus légitimes passent alors par les réseaux de mobilisation (pétitions) et par les solidarités militantes (au PC, à l'UNEF, au PSU). Le rôle des médias paraît limité, à l'exception de la presse écrite (L'Express, France Observateur, Témoignage chrétien, Le Monde). Intellectuels et journalistes luttent quelquefois de concert, comme au moment de la guerre d'Algérie, mais leurs rapports demeurent épisodiques et, somme toute, assez distants. Les clercs voient d'un mauvais œil le développement de la télévision et de la communication de masse (23).

Quelques années après l'instauration de la V^e République, la configuration intellectuelle subit une mue insensible qu'on suggérera ici à grands traits. La conjoncture économique joue en faveur d'une nouvelle donne. Après la prospérité des "Trente Glorieuses", la crise économique s'installe (premier choc pétrolier en 1973) et fait pénétrer dans la conscience nationale le

poids de la contrainte extérieure. Elle encourage, d'une certaine façon, le décentrement des certitudes antérieures. La France devient de plus en plus dépendante des pulsations de l'environnement international. Le contexte politique influe également sur le milieu. Autour de 1968 et à la suite du départ du Général De Gaulle, le pôle intellectuel connaît une effervescence inhabituelle qui a souvent été décrite pour qu'il soit inutile d'y revenir. Mais progressivement le militantisme perd de son attrait et cesse d'être une valeur refuge pour les clercs (24). L'élection de François Mitterrand en 1981 accuse cette tendance : le décalage entre la culture de gouvernement du PS et les attentes des intellectuels de gauche devient flagrant. Après "le silence" des intellectuels de gauche (1983), les réticences et les incompréhensions tarderont à être surmontées. Ce sont des vedettes du show-business (D Balavoine, Coluche, Y Montand, etc.) qui trouvent de l'écho auprès de l'opinion grâce au truchement des journalistes, toujours avides de coups médiatiques.

Car le discours idéologique des clercs subit de plein fouet cette crise de représentativité et pèse donc lui aussi sur la transformation des conditions du jeu social au sein de la configuration. En effet, au milieu de la décennie 70, le travail de réacculturation entamé par quelques francs-tireurs sur les positions avancées de l'antitotalitarisme se voit brusquement conforté par la "découverte" du Goulag et par l'amenuisement des modèles exotiques dans les discours des clercs (Cuba, Vietnam, Chine, Cambodge, etc.). La fin du messianisme, le discrédit des dogmes antérieurs et l'évanouissement de la figure du clerc prophétique démontrent de manière évidente que le mouvement des idées cesse d'être défini par rapport aux mythologies d'autrefois. Le rapport de forces, à l'intérieur du milieu intellectuel, a changé tout au long des années 80. A l'instar des journalistes, concurrencés dans

(22) BOSCHETTI, 1985

(23) On se reportera à MISSIKA et WOLTON, 1983 - et à WOLTON, 1990

(24) ROSS, 1989

leurs pratiques par les communicateurs en tout genre, les clercs se trouvent dépossédés de leur influence au bénéfice de nouveaux porte-parole, souvent issus de la sphère artistique ou membres d'associations luttant pour les Droits de l'Homme (Médecins sans frontières, SOS Racisme, etc.) Ces derniers bénéficient d'un écho médiatique sans précédent. Leurs interventions se caractérisent par un appel à l'émotivité et à l'humanitarisme davantage que par un raisonnement politique clairement élaboré. Ce qui explique, en partie, leur succès auprès des médias qui fonctionnent à l'affectif et à la dramatisation.

La crise d'identité des intellectuels, bien que légèrement antérieure à celle des journalistes, affecte, on le voit, les relations entre les deux configurations soumise à un réajustement progressif. Les deux types d'acteurs sociaux connaissent un réajustement de leur image qui se manifeste essentiellement par une plus grande ouverture vers l'extérieur ou plus exactement par une dilatation des frontières respectives des deux milieux. Cette dernière provoque, en réalité, un entrecroisement de plus en plus intense des stratégies dont tirent profit les journalistes. L'étude de l'évolution des procédures d'habilitation des clercs en apporte la preuve éclatante.

La recomposition des filières d'affiliation

Premier symptôme de cette mutation l'effondrement des espaces de sociabilité traditionnels. Les salons littéraires brillent de leurs derniers feux vers 1960-65, les Décades de Cerisy et les Rencontres de Royaumont laissent dorénavant la place à des institutions calquées sur le modèle américain telle que la Fondation Saint-Simon, créée en 1982, au sein de laquelle se côtoient industriels, intellectuels et journalistes. Parmi les habitués du lieu

Alain Minc, Robert Badinter, Jean-Claude Casanova, François Furet, Pierre Rosanvallon, mais aussi Jacques Julliard, Luc Ferry, Laurent Joffrin, Anne Sinclair et quelques autres (25). Dans le même temps, les formes de mobilisation se transforment. Une recension des noms des signataires de pétitions durant la période 1971-1981 montre, par exemple (26), que derrière les universitaires et les écrivains, les gens du spectacle, de l'image et des médias commencent à pointer du nez. Les journalistes ont gagné en influence (leur nombre a presque doublé par rapport à la période 1958-1969) tout comme les acteurs, les réalisateurs et les cinéastes. Ce signe avant-coureur de l'élargissement des structures d'accueil au sein de la configuration intellectuelle.

Les réseaux de pétitionnaires se construisent de plus en plus souvent autour de la médiatisation de quelques personnalités qui passent bien la rampe. La logique de l'action collective, telle qu'elle a pu être analysée par Mancur Olson (27), s'appuie ici sur les médias au fur et à mesure que l'on se rapproche des années 80. Lorsque les membres d'un réseau ou d'un groupe latent sont faiblement incités à agir, l'initiative du déclenchement de la mobilisation provient de ceux qui ont un accès privilégié aux moyens de communication (Bernard Kouchner, Harlem Désir, Y Montand, Renaud, etc.). Les techniques de lancement s'apparentent à des procédures de médiatisation aujourd'hui incarnées, sur le plan politique, par Bernard Tapie et par la logique du gagnant c'est-à-dire la "professionnalisation de l'identité sous l'égide de l'image" selon la formule d'Alain Ehrenberg (28).

La primauté donnée aux hommes de communication par les clercs eux-mêmes ne se fait pas à sens unique. Certains journalistes en viennent également à investir la configuration intellectuelle par ce biais.

(25) ROUCAUTE, 1991, p 77 et 78

(26) Données tirées de notre thèse de Etat de sociologie, *Les intellectuels, la Cité et l'Espace public* modes d'intervention et formes de visibilité (1958-1981), Université Paris V, 1991

(27) OLSON, 1978

(28) EHRENBURG, 1991, p 212

Ainsi les créateurs de certains journaux ou de certains magazines, souvent venus en droite ligne de la mouvance gauchiste des années 70, sont-ils devenus des éditorialistes respectés et sollicités par les intellectuels Jean-François Bizot pour Actuel, Serge July pour Libération, Michel Butel pour L'Autre Journal, Jean-Edern Hallier pour L'Idiot international, ne symbolisent-ils pas cette alliance de la presse et de l'intelligentsia ? Ayant intuitivement compris, avant d'autres, l'importance de la communication dans nos sociétés modernes, ils ont montré le chemin à une nouvelle génération de "publicistes" aujourd'hui écoutés par l'opinion Les passerelles entre la sphère de la grande presse et certaines revues intellectuelles se sont de ce fait consolidées Aux liens autrefois tissés entre Contrepoint et Le Figaro, ou Les Temps Modernes et Le Nouvel Observateur, se sont substitués ceux de Commentaire avec le journal de Robert Hersant ou ceux d'Esprit avec L'Express Comme les revues intellectuelles ont perdu leur centralité dans le processus de légitimation des clercs et qu'elles n'aiguillonnent plus la vie culturelle comme il y a vingt ans, elles tentent à la fois de prendre leur distance par rapport à l'actualité (Le Débat, La Règle du Jeu, Le Messager Européen, etc) et de compléter les analyses formulées par les journalistes des hebdomadaires culturels

Car l'une des nouveautés de la période 1970-1990 tient à la domination de ces magazines dont le plus beau fleuron fut (et reste partiellement encore) l'hebdomadaire de Jean Daniel Le Nouvel Observateur, à l'intersection du pôle journalistique et du pôle intellectuel, a en effet drainé dans son sillage la fine fleur des journalistes-intellectuels et des intellectuels-journalistes (29) Il fut, en ce sens, un capteur de l'air du temps et un point de passage obligé pour la consécration Il est aujourd'hui concurrencé par L'Événement du Jeudi, lancé en 1984 par Jean-François Kahn qui joue lui aussi sur les deux fronts, en s'assurant la collaboration de quelques

grandes signatures (Michel Polac, François de Closets, Michel Winock, etc) et, dans une moindre mesure par le mensuel Globe (Bernard-Henri Lévy, Harlem Désir, Pierre Bergé, etc) ou par L'Express (Luc Ferry, Alain Renaut, Jean-Claude Casanova, etc)

Les nouveaux canaux d'affiliation liés à la presse écrite feraient évidemment pâle figure sans la télévision L'influence, maintes fois signalée, de Bernard Pivot et de son émission Apostrophes ou de Michel Polac et de Droit de réponse dans les stratégies de positionnement des intellectuels auprès de l'opinion n'est plus à démontrer On n'insistera donc pas sur ce point tant le sujet est rebattu On notera, en revanche, en parallèle à cette évolution, la médiatisation croissante du milieu éditorial Sans remonter aux techniques de lancement adoptées par Bernard Grasset dans l'entre-deux-guerres ou par René Juliard dans les années 50, il suffit de mentionner la mode des "nouveaux philosophes" en 1977 pour se convaincre du changement d'ampleur du processus De plus en plus dépendants des médias ou se plaçant délibérément sous leur contrôle, les directeurs de collection n'hésitent plus à sacrifier aux coups médiatiques (Belfond, Grasset, Lattès, etc) Nombre de journalistes jouissent désormais d'une fonction éditoriale Jean Lacouture, Patrick Rotman et Hervé Hamon (Le Seuil), Jean-Paul Enthoven (Grasset), Denis Tillinac (La Table Ronde), Thierry Pfister (Albin Michel), Raphaël Sorin (Flammarion), etc La trilogie médias-édition-"intelligentsia" détermine les mécanismes d'affiliation et de légitimation des clercs depuis un peu plus d'une décennie

UNE NOUVELLE CONFIGURATION CULTURELLE ?

Tous les indicateurs d'une modification des formes de reconnaissance sont donc en place à la charnière des années 70/80 La configuration médiatique a visiblement été

soumise à des vents violents qui ont quelque peu désorienté ses membres. Le ciment social, déjà fragile, donne des signes d'usure sous les effets conjugués d'une restructuration du paysage audiovisuel, d'un accroissement de la population journalistique et d'un effritement des repères traditionnels (concurrence des métiers de la communication). La relative faiblesse de l'identité collective des journalistes témoigne dès lors d'un changement d'époque, non seulement d'un point de vue strictement chronologique, mais surtout d'un point de vue d'échelle. Il n'y a plus guère de ressemblances entre le positionnement adopté dans les années 50 par les journalistes et celui qui est le leur dans les années 80. Leurs discours, leurs pratiques, leurs représentations sont conditionnés par les mutations technologiques, économiques, politiques et idéologiques que la France a connues sous la V^e République.

De même, la configuration intellectuelle a été vivement secouée par ce que certains ont appelé un changement de paradigme. La perte d'influence de certaines instances légitimantes traditionnelles (les revues, les colloques, etc.), la désacralisation des clercs, le discrédit des "grands récits" et des idéologies totalisantes, le surgissement des intellectuels médiatiques, la redistribution des filières d'affiliation sont autant de facteurs d'une recomposition du milieu qui a basculé vers le pôle de la médiatisation. Les années 70 et 80 ont bien joué le rôle d'accélérateur d'une espèce de dilution des formes de reconnaissance antérieures.

Dans les deux cas de figure, la crise d'identité des acteurs sociaux et l'expansion des espaces d'intervention ont contribué à remodeler la configuration culturelle française. Ce travail de réagencement ne s'est pas opéré par discontinuité et ruptures radicales, mais par le biais d'une

recomposition progressive des éléments antérieurs qui a conduit à l'émergence d'une figure nouvelle et originale. Comme le soulignait Norbert Elias, un nouvel équilibre de tensions s'instaure peu à peu sans que les acteurs en aient toujours pleinement conscience. Les conséquences d'une telle métamorphose peuvent être dès lors rapidement esquissées.

En premier lieu, les zones de contact entre "professionnels des médias" et "professionnels de l'intelligence" se sont multipliées. Règne désormais en maître une consécration par contagion puisque les logiques de représentation habituelles ont été brouillées. La perte d'autonomie, aussi bien de la configuration médiatique qu'intellectuelle, crée une sociabilité éclatée, fondée sur des réseaux enchevêtrés. Le sens du placement, la capacité à cumuler des positions variées dans les deux sphères, deviennent un atout majeur pour obtenir et conserver de l'influence. Chacun pourra établir une liste de personnalités connues pour illustrer ce phénomène d'"intellectuel-intermédiaire" selon la terminologie de Pierre Bourdieu (30).

En deuxième lieu, l'effondrement ou la perte d'influence des corps intermédiaires d'évaluation, c'est-à-dire des instances de jugement professionnelles ou culturelles, l'émiettement de l'image du journaliste et du clerc, ont encouragé le processus de court-circuit dans la diffusion des messages culturels. La modélisation proposée, en son temps, par Abraham Moles (31) gagnerait à être ici reprise et complétée. La culture semi-aléatoire, fragmentaire et "mosaïque" est aujourd'hui le fruit d'une assimilation progressive des créateurs et du micromilieu par les médias. Le circuit traditionnel créateurs-micromilieu-médias-grand public a été réaménagé dans le sens d'une zone de moindre résistance ou de moindre étanchéité qui concourt à instituer certains diffuseurs (médiateurs).

(30) BOURDIEU, 1984. On pourrait d'ailleurs, à bon droit, analyser le phénomène d'intellectualisation des journalistes en termes de logique de "la frustration relative" : ils se forgent une identité nouvelle, non pas à partir de leur groupe d'appartenance, mais en fonction d'un groupe de référence (les clercs, les communicateurs) en anticipant ainsi des positions souhaitables, moins frustrantes. Voir, à ce sujet, E. C. HUGHES, *Men and their work*, Glencoe, The Free Press, 2^e éd., 1967.

(31) MOLES, 1967 et 1986.

en véritables producteurs d'idées

En troisième lieu, la hiérarchie des intellectuels conçue autrefois par Raymond Aron a subi une permutation indéniabla Le sociologue proposait un classement qui mettait au premier rang les écrivains, les savants et les artistes , au deuxième, les professeurs, les chercheurs et les critiques , au troisième, les vulgarisateurs ou journalistes , au quatrième, les praticiens, juristes ou ingénieurs (32) Au seuil des années 80, les vulgarisateurs et les journalistes sont passés en tête tandis que les écrivains et les artistes, victimes d'un déclasserment structural, se situent désormais à la troisième place Les dominants d'hier sont les dominés d'aujourd'hui On en donnera pour preuve le hit-parade du pouvoir intellectuel proposé en 1989 par L'Événement du Jeudi, qui mentionnait 1er ex æquo Claude Lévi-Strauss et Bernard Pivot et qui laissait aisément transparaitre la confusion des rôles entre journalistes et intellectuels (33)

En quatrième lieu, ce que Michel Foucault appelait les "effets de savoir" sont dorénavant remplacés par des "effets d'opinion" (34) dans la production des idées Le rôle de la critique littéraire est ici

mis en cause on ne parle plus guère d'un livre pour son intérêt intrinsèque, ses qualités propres, mais pour dénoncer et condamner ou alors tresser des lauriers Phénomène qui a été, par ailleurs, analysé par Raymond Boudon sous le terme générique d' "effets de communication" qui surgissent par le biais d'une congruence entre les thèses développées dans certains ouvrages et les attentes de "groupes spécifiques" réagissant souvent sous l'influence des modes parisiennes (35)

En cinquième et dernier lieu, il semble que les journalistes, ou du moins certains d'entre eux, soient effectivement devenus les équivalents fonctionnels des intellectuels, qui font profession d'être de nouveaux interpellateurs au nom de l'opinion, de concert avec les représentants de la "nouvelle génération morale" (Jean-Jacques Goldman, Patrick Bruel, etc) Ces nouveaux clercs sont en même temps des "communicateurs", au risque de vider encore davantage de son sens ce terme attrape-tout Mais, si les intellectuels traditionnels ont perdu de leur gloire, n'est-ce pas aussi parce que certains se sont remis silencieusement au travail et qu'ils y regardent à deux fois avant de s'aventurer sous les "sunlights" ?

(32) ARON, 1968

(33) La question posée était la suivante "Établissez la liste des cinq personnalités vivantes incarnant, selon vous, le pouvoir intellectuel, étant entendu que peuvent être cités aussi bien des essayistes, écrivains, enseignants que des cinéastes, comédiens, chanteurs, journalistes, etc ", L'Événement du Jeudi, n°222, 2-8 février 1989 Dans le même ordre d'idée, Le Nouvel Observateur a publié un dossier spécial "La médiaklatura", (Documents) n°1, mai 1988, avec une liste du "Gotha" culturel où figurent J Attali, A Baloud, B Cathelat, F de Clossets, R Debray, G Duby, G Durand, M Duras, A Glucksmann, M Julian J Lang, A Minc, C Ockrent, etc

(34) FOUCAULT, 1985

(35) BOUDON, 1986, en particulier le chapitre 7

RÉFÉRENCES

- R. ARON, *L'opinion des intellectuels*, 1955, réédition « Idées », Gallimard, 1968
- L. BOLTANSKI, *Les cadres, la formation d'un groupe social*, Minuit, 1983
- A. BOSCHETTI, *Sartre et "les Temps modernes"*, Minuit, 1985
- R. BOUDON, *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Fayard, 1986
- P. BOURDIEU, *Le hit-parade des intellectuels français ou qui sera juge de la légitimité des juges ?* in « Homo Academicus », Minuit, 1984
- J. BOURDON, *Histoire de la télévision sous de Gaulle*, Coll. INA Anthropos, 1990
- S. CHALVON-DEMERSAY, D. PASQUIER, *Drôles de stars*, Aubier, 1990
- J.-M. CHAPOULIE, *Les professeurs de l'enseignement secondaire, un métier de classe moyenne*, Editions MSH, 1987
- N. COSTE, A. LE DIBERDER, *Briser les chaînes*, La Découverte, 1988
- E. DERIEUX, *Droit de la communication*, L.G.-D.J., 1991
- C. DUBAR, *La socialisation Construction des identités sociales et professionnelles*, Armand Colin, 1991
- A. EHRENBERG, *Le culte de la performance*, Calmann-Levy, 1991
- N. ELIAS, *La société de cour*, Flammarion, 1974, puis Collection « Champs », 1985
- Qu'est-ce que la sociologie ?*, réédition Fayard, 1991
- P. FLICHY, *Les industries de l'imaginaire*, P.U.G., 2e édition 1991
- M. FOUCAULT, *Pour en finir avec les mensonges* in *Le Nouvel Observateur*, 21-6-1985
- M. MARTIN, *L'espoir perdu des sociétés de rédacteurs (1965-1981)* in *Histoire des médias*, Albin Michel, 1991
- J.-L. MISSIKA et D. WOLTON, *La folle du logis*, Gallimard, 1983
- A. MOLES, *Sociodynamique de la culture*, Masson, 1967 *Théorie structurale de la communication et société* Masson (CNET, 1986)
- P. NORA, *La mort de l'intellectuel* in « Mesure » no 2, José Corti, 1989
- M. OLSON, *La logique de l'action collective*, PUF, 1978
- P. ORY, *Dernières questions aux intellectuels*, Olivier Orban, 1990
- P. ORY, J.-F. IRINELLI, *Les intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Armand Colin, 1986
- L. PINTO, *L'intelligence en action*, in *Le Nouvel Observateur*, A.-M. Métaihié, 1984
- G. ROSS, *Fragmentation du marché intellectuel et disparition de l'intellectuel de gauche* in Y. MENY (sous la dir. de) *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Presses de la FNSP, 1989
- Y. ROUCAUTE, *Splendeurs et misères des journalistes*, Calmann-Levy, 1991
- A. TOURAINE, *Production de la société*, Le Seuil, 1973
- A.-J. TUDESQ, *Les journalistes multi-médias*, in M. MARTIN (sous la dir. de) *Histoire et médias Journalisme et journalistes français 1950-1990*, Albin Michel, 1991